

Des personnalités œuvrant dans le domaine de la Ville et de l'Habitat soutiennent Jean Luc Mélenchon

Nous sommes des élus locaux, des praticiens de la construction et de la ville, des enseignants-chercheurs, des militants du droit au logement. Nous avons la conviction que l'accès au logement, le droit à la ville, la solidarité entre les territoires conditionnent la modernité de notre pays.

En ville, se trouvent les lieux de formation, de culture et de soins qui sont le fondement et la condition de la production contemporaine. Dans les grandes villes se concentrent les lieux de décision, d'invention et de recherche, les moyens financiers comme les lieux de règlement des conflits. La ville est à la fois le lieu du pouvoir et de sa contestation politique et culturelle. Elle doit donc rompre avec les politiques de zonage et de ségrégation pour rester accessible à tous. La logique du marché est celle du séparatisme social, de la relégation pour le plus grand nombre et des dégâts environnementaux. La mise en concurrence des territoires eux-mêmes va dans le sens d'une concentration déséquilibrée et porte atteinte au réseau de villes qui sont notre histoire, notre richesse et le lieu de vie et de projets de millions de Français. A l'inverse, nous avons l'ambition d'une mutation urbaine qui fasse vivre les solidarités sociales, qui innove, et réponde aux défis de la crise écologique et climatique. Cela concerne bien évidemment au premier chef les quartiers où se cumulent des difficultés.

Le logement pour tous, longtemps au cœur des objectifs de la gauche et des politiques publiques, doit devenir la réalité. Bien que désormais il soit un droit opposable, il est inatteignable pour des centaines de milliers de sans logis; il est précaire pour tous les mal logés et pour ceux qui ne peuvent pas payer leur loyers et leurs traites mensuelles. Pour faire vivre ce droit, ce socle d'une vie vivable, il faut avoir le courage de refuser que le logement participe au grand Monopoly de ceux qui spéculent sur le foncier ou pratiquent des taux d'usure. Il faut mettre en œuvre une politique qui limite les loyers et les charges. Il faut que la construction, la réhabilitation soient clairement un objectif politique de l'action publique et des moyens qui l'accompagnent.

Les nouvelles politiques publiques en matière d'emploi, d'éducation, de services publics, de protection sociale et de tranquillité publique prendront appui sur la richesse humaine des quartiers populaires, pour mettre fin aux ségrégations spatiales et aux difficultés économiques qui s'y développent.

Nous ne nous rangeons pas aux idées de bonne gouvernance par les seules élites. Nous restons profondément attachés à l'esprit démocratique qui recule quand on met hors de portée des citoyens les décisions qui les concernent. Le débat doit être la règle. Élus ou praticiens, nous travaillons, vivons avec les habitants trop rarement conviés autour de la table et parfois amusés par des procédures de consultation qui sont des leurres.

Nous pensons qu'il est raisonnable de ne pas s'enfermer dans les logiques du capitalisme financier et de continuer d'investir : c'est la base d'une politique qui fait droit à l'éducation, la culture, la santé, le logement et la ville. Il est nécessaire de chercher une alternative à un système épuisé pour affirmer le bien commun. Pour y parvenir nous soutenons l'exigence d'une nouvelle République respectueuse du peuple et de la démocratie.

Pour ces raisons nous nous reconnaissons dans les idées portées par le Front de Gauche et son candidat à l'élection présidentielle, Jean-Luc Mélenchon.